

Les représentants syndicaux des ex-Proma reçus au ministère de l'Industrie

■ Sylvie Geerts et Corinne Guérineau pour la CFTD, Jean-Joseph Galéa pour FO ont l'impression d'avoir été entendus et écoutés, hier matin, par trois conseillers techniques des ministres de l'Industrie et du Travail.

Au 83^e jour d'occupation de l'usine Proma à Gien, les délégués syndicaux des ex-salariés, Sylvie Geerts et Corinne Guérineau pour la CFTD, Jean-Joseph Galéa pour FO, ont été reçus hier matin au ministère de l'Industrie, à Bercy. Ils se sont rendus sur place à bord d'un bus où se trouvait une vingtaine de personnes. Ils ont été entendus et écoutés par trois conseillers techniques des cabinets des ministres de l'Industrie et du Travail. Jean-Pierre Sueur, sénateur socialiste du Loiret, et Jean-Pierre Door, député-maire UMP de Montargis, ont assisté à cette réunion.

« Nous avons rappelé les actions entreprises depuis le début de l'occupation », argumentaient hier soir Corinne Guérineau et Sylvie Geerts. « Lorsque nous avons parlé de la situation de l'emploi dans le Giennois, nos interlocuteurs ont évoqué le fonds national de revitalisation du territoire afin de débloquer de l'argent pour faciliter l'installation d'entreprises. »

Une table ronde pour les 32.000 € ?

Pour le paiement de l'indemnité supra légale de 32.000 €, les conseillers ont été moins directs. Ils ont pris les coordonnées de représentants de PSA, Proma et Lear, les donateurs d'ordre du sous-traitant automobile giennois placé en liquidation le 11 mars, afin d'organiser une table ronde. Le but étant que tous ne se renvoient plus la balle. Côté CFTD, on espère qu'un



HIER MATIN, A PARIS. Une délégation d'une vingtaine d'ex-salariés de Proma a accompagné leurs délégués syndicaux. Sur place, avant la réunion, ils ont reçu le soutien d'autres militants.

accord acceptable sortira de cette entrevue qui devrait se tenir la semaine prochaine. François Chérèque, le secrétaire national, a écrit une lettre à l'Élysée pour informer le

président de la République de la situation plus que critique des ex-salariés giennois. Si tel n'était pas le cas, des actions plus engagées pourraient être mises en place.

Chez FO, le ton est moins conciliant. « Il n'est pas question de revoir le montant de l'indemnité », rappelait hier soir Jean-Joseph Galéa.

A. M.